

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°75 - Semaine N°20

Pays nordiques

Cinq entreprises nordiques ont annoncé des investissements majeurs en France lors du Sommet Choose France, lequel a enregistré un record de 15Mds€ d'investissements.

Il s'agit d'ESSITY (groupe leader dans les domaines de l'hygiène et de la santé qui investira plus de 110M€ en France dans de nouveaux équipements industriels et 30M€ dans un nouveau centre de R&D) et SKF (accélération des investissements sur 3 ans pour renforcer notamment ses activités aéronautiques) pour la Suède; de DFDS (investissement de 1Md€ pour rendre 100% électrique sa nouvelle génération de ferries en France) et Nature Energy (investissement de 100M€ pour construire et exploiter une unité de production de gaz renouvelable) pour le Danemark; et d'IQM Quantum Computers (un des leaders mondiaux de l'informatique quantique qui a annoncé un projet de construction en France d'une unité de production industrielle d'ordinateurs et de puces quantiques avec un investissement à terme de plus de 100M€) pour la Finlande. D'autres entreprises nordiques ont également participé le 13 mai aux échanges de l'édition 2024 du Sommet Choose France, lequel a enregistré un record de 56 annonces pour un montant d'investissements de 15Mds€ et la perspective de 10.000 emplois créés. Avec cinq annonces, les pays nordiques ont ainsi représenté cette année 9% du nombre d'annonces d'investissements en France, soit nettement plus que leur part dans le PIB mondial.

Déclaration commune sur l'avenir de la compétitivité, de la croissance et de la sécurité dans les pays nordiques lors du Sommet nordique des 13 et 14 mai à Stockholm.

A l'occasion du sommet nordique organisé par le Premier ministre suédois Ulf Kristersson à Stockholm (Suède) les 13 et 14 mai, les chefs de gouvernement des pays nordiques ont signé une déclaration commune sur l'avenir de la compétitivité, de la croissance et de la sécurité dans les pays nordiques. Des représentants des entreprises des cinq pays nordiques ont également participé à la discussion sur l'avenir de la compétitivité dans la région nordique. La déclaration contient des références spécifiques au marché unique de l'UE, auquel la Norvège et l'Islande appartiennent également en vertu de l'accord sur l'EEE, et aux travaux en cours au sein de l'UE dans le domaine du renforcement de la compétitivité. La déclaration souligne l'importance pour la région nordique de continuer à être compétitive au niveau mondial, en particulier à la lumière des développements géopolitiques dans des secteurs tels que les télécommunications. En 2019, les Premiers ministres des pays nordiques s'étaient fixés pour objectif de faire de la région nordique la région la plus durable et la plus intégrée du monde d'ici à 2030. Lors de cette réunion du Conseil des ministres nordiques qui accueillait pour la deuxième fois le Chancelier allemand Olaf Scholz, une visite de l'équipementier de télécommunications Ericsson a été organisée. Les Premiers ministres d'Islande, du Danemark, de la Norvège, de la Finlande et de la Suède, ainsi que le chancelier Olaf Scholz, y ont discuté des questions de politique de sécurité telles que les menaces hybrides, la préparation civile et les nouvelles technologies. Il s'agissait de la deuxième visite en Suède d'Olaf Scholz en tant que chancelier.

Danemark

Baisse de l'inflation et de l'inflation sous-jacente. En avril, l'inflation a augmenté de +0,8 % en glissement annuel, en baisse par rapport à mars (+0,9 %). L'inflation continue d'être tirée par les services, avec une augmentation de +2,9 % au cours de l'année écoulée et ce, principalement en raison de l'augmentation des prix des loyers. L'inflation sous-jacente enregistre une hausse annuelle de +1,5 % en avril, également en baisse par rapport à mars (+1,7 %).

La perte de pouvoir d'achat des Danois n'a pas encore été compensée par les augmentations de salaire. Selon la *Danske Bank*, entre mars 2021 et mars 2024, les prix à la consommation ont augmenté de 14,6 % au Danemark tandis que les salaires du secteur privé n'ont augmenté que de 12,7 % au cours de cette période. Las Olsen, économiste en chef de *Danske Bank*, estime que l'augmentation des salaires dépassera celle des prix au cours de l'année à venir, de sorte que le niveau de vie reviendra à celui d'il y a trois ans.

Les grandes banques danoises présentent de très bons résultats pour le T1 2024. *Nykredit* réalise le plus important bénéfice trimestriel de son histoire (3,5 Mds DKK, soit +27 % en glissement annuel). Son PDG, Michael Rasmussen, souligne que l'augmentation du nombre de clients et la croissance dans l'ensemble des activités de la banque est à l'origine de cette hausse, bien que le trimestre ait été caractérisé par une faible activité sur le marché du logement. *Nykredit* revoit ainsi à la hausse ses prévisions pour l'ensemble de l'année 2024, avec un bénéfice compris entre 10,5 et 11,5 Mds DKK (1,4 et 1,5 Mds€). Il s'agit d'un ajustement à la hausse de 1 Mds DKK. *Danske Bank* enregistre quant à elle un bénéfice net de 5,6 Mds DKK au T1 2024 (contre 5,2 Mds DKK au T1 2023). En deux ans, la banque a plus que doublé ses revenus provenant de ses clients privés, en lien notamment avec la hausse des taux d'intérêt. *Danske Bank* maintient toutefois ses perspectives pour 2024 inchangées, avec un bénéfice total de 20 à 22 Mds DKK (2,7 à 3 Mds€), le niveau d'incertitude macroéconomique restant élevé en raison du contexte géopolitique.

DFDS s'engage à investir 1 Md€ pour électrifier l'ensemble de sa flotte sur la Manche. Les six ferries fossiles de l'armateur danois opérant actuellement entre Douvres, Calais et Dunkerque devraient être remplacés par six navires propulsés uniquement par batteries d'ici 2035, dont trois naviguant sous pavillon français. Les deux premiers de ces ferries pourraient être mis en service à l'horizon 2030. Pour mémoire, l'année dernière, DFDS s'était engagé avec les ports de Douvres, Dunkerque et Calais à collaborer pour décarboner le trafic maritime dans le détroit de Douvres; le succès du projet de DFDS dépendra de l'adaptation des infrastructures – notamment de recharge – de ces ports. Le groupe danois a pour ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et de réduire ses émissions de CO₂ par unité transportée de 45% d'ici 2030, horizon à partir duquel il devrait opérer six navires verts. En 2023, les traversées de la Manche ont représenté 10% des émissions de CO₂ de DFDS.

Un nouveau consortium public-privé souhaite développer un système d'intelligence artificielle danois de confiance. Créé par la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*), IBM et *Alexandra Instituttet* (centre de recherche et de développement à but non lucratif), le *Dansk Sprogmodel Konsortiet* a pour ambition de contribuer à une approche de l'intelligence artificielle (IA) fondée sur la confiance et la responsabilité et ainsi de développer un « grand modèle de langage » (« *Large Language Model* ») danois avec un haut niveau de transparence et de protection des données. Le modèle de langage sera librement accessible aux entreprises privées et autorités publiques du Danemark. Il sera entraîné à l'aide des données des entreprises et autorités qui font partie du consortium, l'objectif étant que les organisations publiques et privées développent le modèle avec leurs propres données et l'adaptent aux tâches à accomplir. La nouvelle alliance est ouverte à tous ceux qui partagent ses principes et engagements.

Islande

L'année 2024 marque les 30 ans de l'Espace économique européen, qui rassemble l'Union européenne, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein. Cet anniversaire a été célébré le 8 mai dernier à Reykjavik lors d'un événement organisé par le *Rannís* (centre islandais pour la recherche), le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'enseignement supérieur, de la science et de la recherche et la Délégation de l'Union européenne en Islande. A cette occasion, la Ministre des Affaires étrangères islandaise Þórdís Kolbrún Reykfjörð Gylfadóttir a souligné le rôle clef joué par cet accord pour la croissance et le développement économique et social du pays au cours des 30 dernières années. L'Union européenne est en effet le premier partenaire commercial de l'Islande : 64% de ses exportations sont destinées à l'UE et 48% de ses importations en proviennent.

Le solde du commerce extérieur islandais affiche des résultats négatifs en avril 2024, dans la continuité des 6 derniers mois.

Les chiffres du commerce extérieur islandais se révèlent particulièrement bas pour un mois d'avril, avec un déficit du commerce extérieur de 46.4 Mds ISK (309 M €). En baisse sur les six derniers mois, cet indicateur est maintenant deux fois plus bas qu'au mois de février. Ces performances s'expliquent par une hausse significative des importations sur la première partie de l'année 2024 alors que la hausse des exportations sur la même période a été plus faible. Les importations de carburant sont notamment en hausse de 70% d'une année à l'autre

L'inflation baisse et atteint 6% en avril 2024. La Banque Centrale d'Islande maintient son taux de base à 9,25%. Estimée à 6.8% en glissement annuel au mois de mars 2024, l'inflation s'est établie à 6% au mois d'avril. En excluant le logement, l'inflation a baissé plus rapidement et l'inflation sous-jacente est tombée à 5 %, avec une augmentation de l'indice des prix à la consommation de +0.55% d'un mois à l'autre. Malgré cette baisse de l'inflation, le Comité de la politique

monétaire de la Banque centrale d'Islande a annoncé maintenir son taux de base à 9.25%, afin de ramener l'inflation à son niveau-cible de 2.5%.

L'agence de notation S&P Global Ratings confirme la note de l'Islande de « A+/A-1 » avec une perspective stable. *S&P Global Ratings* accorde la note de « A+/A-1 » à l'Islande, reflet d'une certaine stabilité économique. Cette évaluation se base sur des prévisions de croissance positive pour les deux prochaines années, associées à une réduction des dépenses publiques et à une maîtrise du déficit de l'Etat. S&P part du principe que l'activité volcanique en cours depuis novembre 2023 dans la péninsule de Reykjanes restera continue, mais n'aura a priori pas d'effet négatif significatif sur les performances économiques et budgétaires du pays. L'agence de notation estime que la note de l'Islande pourrait être augmentée à l'avenir si le pays enregistrait de meilleures performances en matière de finances publiques, ainsi qu'une plus grande diversification de son économie.

La société suisse Climeworks inaugure Mammoth, le plus grand site de captage direct du CO₂ dans l'air. Le 7 mai, l'entreprise *Climeworks* dévoilait à Hellisheiði sa nouvelle usine de captation du CO₂ dans l'air. Le site de Mammoth est le plus grand projet de ce type au monde. Il affiche des performances 10 fois supérieures au site d'Orca exploité par l'entreprise depuis 2021. Cette usine permettra la capture de 36000 tonnes de CO₂/an grâce à 72 conteneurs-collecteurs. Une fois capturé, le CO₂ est ensuite stocké sous terre sous forme solide par l'entreprise *Carbfix*. L'ensemble du site industriel est alimenté par l'usine géothermique d'Hellisheiði exploitée par *On Power*.

Finlande

Recul du commerce extérieur en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2024.

Les exportations de biens atteignent 17,2 Mds€ et les importations de biens 17,1 Mds€ (soit -17 % et -11 % en un an), tandis que les échanges de services sont stables avec 8,1 Mds€ de services exportés (+3 %) et 10 Mds€ de services importés (+0 %). Dans le détail, les échanges de biens reculent avec les principaux partenaires commerciaux: la Suède (-15 %), l'Allemagne (-16 %) et les Etats-Unis (-8 %). Les échanges de biens avec la France, qui reste le 9^e partenaire, baissent de 12 % (-5 % pour les exportations de la France vers la Finlande, -16 % dans l'autre sens).

Signes de reprise pour le marché immobilier.

Selon l'Association centrale des agences immobilières (KVKL), le nombre de transactions a atteint 4 200 en avril (+10 % en glissement annuel), dont environ 4 000 logements anciens (+11 %) et 200 logements neufs (-4 %). La reprise est lente dans la région de Helsinki (+7 %), plus forte dans les régions d'autres grandes villes comme Oulu (+15 %), Tampere (+ 13 %) ou Turku (+9 %). Les prix augmentent légèrement entre janvier et mars: +1 % dans la région de Helsinki et +2 % en moyenne dans les autres grandes villes.

IQM prévoit d'installer une unité de production de processeurs quantiques en France.

Le fabricant finlandais d'ordinateurs quantiques en a fait l'annonce le 13 mai, lors du sommet *Choose France*. La première étape du projet sera la construction d'une ligne de production pilote au sein du Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information du CEA (CEA-Leti) à Grenoble.

Hausse sensible du télétravail par rapport à l'avant-Covid.

35 % des salariés ont travaillé au moins une fois en télétravail en 2023. Ils étaient 41 % en 2021, et 28 % en 2018. 22 % des salariés passent au moins la moitié de leur temps de travail en télétravail, et 8 % tout leur temps de travail ou presque. Les femmes sont, en proportion, plus nombreuses à télétravailler que les hommes: 37 %, contre 33 %.

Adoption par le Parlement d'une loi qui limite le droit de grève.

Le Parlement a voté le 8 mai, par 107 voix contre 57, le projet de loi sur la « paix industrielle ». Le texte limite à un maximum de 24 heures les actions syndicales de solidarité, et à deux

semaines les autres actions syndicales. Le délai minimal pour déposer un préavis de grève est réhaussé à 7 jours. En cas d'action collective illégale, les contrevenants seront passibles d'une amende d'un montant de 10 000 € minimum et 150 000 € maximum. La loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Rejet de 16 demandes de droits d'exploitation pour des projets éoliens dans la zone économique exclusive.

Le gouvernement a refusé aux entreprises qui en avaient fait la demande la permission d'établir des centrales éoliennes *offshore* dans la ZEE finlandaise en mer Baltique. Entre autres, trois filiales d'*Ilmatar* (filiale du groupe français Omnes Capital) sont concernées: *Ilmatar Vågskär Ab*, *Ilmatar Bothnia & Bothnia West Ab* et *Ilmatar Offshore Ab*. Le gouvernement justifie sa décision par la nécessité de réformer d'abord la loi sur la ZEE. Une consultation des parties prenantes est prévue le 23 mai.

Equans Solar & Storage et Destia signent un protocole d'accord pour développer les parcs photovoltaïques en Finlande.

Equans, spécialiste de l'énergie solaire et du stockage d'énergie, et *Destia*, leader dans la construction d'infrastructures en Finlande, ont signé un protocole d'accord visant à proposer conjointement des services d'ingénierie, fourniture et construction (EPC) aux développeurs de projets solaires de grande échelle en Finlande. *Equans*, basée en France, et *Destia*, filiale du groupe Colas, sont deux entités du groupe Bouygues.

Norvège

L'inflation norvégienne poursuit sa baisse en avril. L'Institut Central des Statistiques (SSB) a publié son estimation de l'inflation en avril : 3,6%, contre 3,9% en mars (en glissement annuel). L'inflation du mois d'avril a principalement été alimentée par le secteur des denrées alimentaires et des boissons non-alcoolisées, suivi par le secteur des loisirs et de la culture et celui de l'ameublement.

Les taux directeurs inchangés à 4,5%. La gouverneure de la banque centrale, Ida Wolden Bache, a annoncé le 3 mai que les taux directeurs seraient maintenus à 4,5%. « *Selon notre évaluation actuelle des perspectives, les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels pendant un certain temps encore* », a-t-elle déclaré. Cette approche prudente s'explique par l'inflation, jugée encore trop élevée du fait de la forte croissance des salaires et d'un taux de change de la couronne norvégienne relativement faible, ce qui alimente l'inflation importée.

Présentation de la loi de finances rectificative 2024. Le gouvernement a présenté le 14 mai son projet de loi de finances rectificative pour 2024. L'accroissement des dépenses d'un montant de 771 M€ (9 MdNOK) favorisera essentiellement le secteur de la défense. Le déficit budgétaire hors recettes pétrolières passera de 35 Md€ en LFI à 36 Md€ dans le PLFR. Selon le ministre des finances, Trygve Slagsvold Vedum, « *nous devons investir massivement dans la défense et la sécurité en ces temps troublés. C'est pourquoi nous avons dû dépenser plus d'argent, notamment pour la défense, la police et les hôpitaux.* » Le gouvernement s'attend à ce que les prix augmentent de +3,9% cette année. Le taux de chômage devrait être de 2%, soit une légère augmentation par rapport à 2023.

Loi de finances rectificative : subventions d'électricité au Svalbard. Le gouvernement compte intégrer à la loi de finances rectificative une subvention de 11 M€ pour financer l'électricité à Longyearbyen, la capitale du Svalbard. Il souhaite plus généralement prendre en charge l'approvisionnement en énergie au Svalbard : « *Nous voulons que la Norvège soit propriétaire d'infrastructures et de biens importants* ». Cette décision fait

suite à la forte augmentation des prix de l'électricité sur l'archipel, consécutive à la fermeture de la centrale à charbon de Longyearbyen en 2023. Le prochain livre blanc du gouvernement sur le Svalbard sera présenté fin mai.

Défense : l'objectif de 2% du PIB atteint en 2024. Le gouvernement a annoncé que la loi de finances rectificative comprendrait une hausse du budget des armées de +603 M€ (7 MdNOK). Cette hausse permettra de consacrer 2% du PIB à la défense en 2024. Plusieurs initiatives d'achat de matériel et d'investissement prévues sur le long terme pour la défense pourront de fait être enclenchées plus tôt, accélérant ainsi le réarmement de la Norvège.

Augmentation des achats norvégiens transfrontaliers en Suède. Au premier trimestre, les achats transfrontaliers des Norvégiens en Suède ont représenté 205 M€ (2,4 MdNOK), ce qui constitue une hausse de 43 M€, soit +27%, par rapport à la même période l'année précédente. Pâques a été une raison importante de cette croissance. Les Norvégiens ont dépensé en moyenne presque 170 euros à chaque voyage en Suède. La majeure partie de l'argent a été dépensée en nourriture, en produits d'épicerie et en alcool. Ces achats s'expliquent par le niveau des prix élevé en Norvège.

Ouverture de nouvelles licences de CCS. La Norvège poursuit son engagement à long terme en faveur de la gestion du CO2 et ouvre désormais la voie à de nouvelles licences de capture et de stockage du CO2 (CCS). Le ministère de l'énergie a annoncé qu'il traiterait les demandes reçues et attribuerait ces nouvelles licences d'exploration au cours du second semestre 2024. Plusieurs entreprises ont déjà fait une demande de licences, comme *Aker-BP, Equinor, Lime Petroleum, Northern Lights, OMV, PGNiG Upstream, Vår Energi* et *Wintershall Dea Norge*.

Coopération sur le CCS avec la Suisse. La Norvège et la Suisse ont signé le 14 mai une déclaration d'intention visant à renforcer la coopération dans le domaine du captage et du stockage du carbone (CCS) et de l'élimination du dioxyde de carbone. « *Nous devons faciliter les investissements à long terme pour permettre à l'industrie de*

prendre des décisions et de transformer le captage et le stockage du carbone en un marché commercial durable » a déclaré le ministre de l'énergie, Terje Aasland. La semaine prochaine, un événement norvégio-suisse réunissant les parties prenantes et l'industrie du CCS aura lieu à Zurich.

Le Fonds souverain norvégien et Iberdrola signent un nouveau projet d'investissement conjoint.

Depuis 2023, Iberdrola et le Fonds souverain norvégien, géré par *Norges Bank Investment Management* (NBIM), investissent conjointement dans plusieurs projets d'énergies solaire et éolienne situés en Espagne et au Portugal. Le 23 avril 2024, les deux sociétés ont signé une 3e tranche de 644 MW supplémentaires, portant la puissance totale installée à 2583 MW. L'investissement combiné atteint désormais plus de 2,2 Mds€, ce qui valorise la participation de NBIM à 1,11 Md€ (49% du capital).

Lancement d'un nouveau cycle d'octroi de licences d'exploitation d'hydrocarbures en Norvège.

Le ministère norvégien de l'énergie a lancé le 8 mai l'*Awards in Predefined Areas* (APA) 2024, le cycle annuel d'octroi de licences pour de nouvelles activités d'exploration d'hydrocarbures. Terje Aasland, ministre norvégien de l'énergie, a commenté : « *Nous avons besoin des activités d'exploration pour faire de nouvelles découvertes qui, à leur tour, ouvriront la voie aux investissements requis pour maintenir la production. Cela est important pour préserver les emplois, les revenus des communautés locales et la sécurité énergétique de l'Europe.* » L'APA 2023 avait permis l'octroi de 62 nouvelles licences de production à 24 sociétés pétrolières et gazières.

Le Norvégien Okea dévoile un plan d'investissement en mer du Nord d'un demi-milliard d'euro.

La compagnie pétrolière et gazière norvégienne OKEA a remis un plan pour le développement et l'exploitation d'un champ pétrolier et gazier, *Bestla*, en mer du Nord septentrionale, au large des côtes norvégiennes, d'une valeur de 527 M€. Il devrait entrer en service en 2027 pour y extraire potentiellement près de 24 millions de barils d'équivalent pétrole brut.

Equinor investit dans le lithium aux Etats-Unis.

Fort de son expérience dans le forage et l'extraction sous-terrain, la *major* norvégienne a racheté le 8 mai 45% des participations du Canadien *Standard Lithium* dans ses projets de production de lithium situés en Arkansas et au Texas. L'objectif de cet investissement de 150 M€ est d'accélérer le développement des projets de lithium à grande échelle. Pour mémoire, en 2021, Equinor avait déjà renforcé son portefeuille dans ce secteur via son investissement dans Lithium de France.

Un financement européen pour la production de l'hydrogène norvégien.

Mise en place par la Commission européenne, la Banque européenne de l'hydrogène, dotée d'une enveloppe de 720 M€, a décidé en mai de financer à hauteur de 81 M€ un projet de l'entreprise norvégienne *Fuella*. Le projet *Skipavika Green Ammonia* se situe dans le bassin industriel de Fensfjord et vise à produire de l'ammoniac vert à grande échelle d'ici 2026.

Suède

L'inflation reste faible. L'inflation suédoise (hors effets taux) est passée de 2,2 % en mars à 2,3 % en avril, selon *Statistics Sweden*. Ce chiffre est légèrement inférieur aux prévisions des analystes locaux, et surtout de la Banque de Suède (2,7%). L'inflation excluant les prix de l'énergie était de 2,9% en avril, soit le même niveau qu'en mars. Il s'agit également d'un chiffre moins élevé que celui qui figurait dans les prévisions de la Banque de Suède (3,3%).

La Suède est l'un des premiers pays à réduire ses taux d'intérêt après la Suisse, qui a récemment baissé les siens, mais avant la *Bank of England* et la BCE. La décision de la *Riksbank* de ramener son taux directeur à 3,75 %, contre 4,00 % précédemment, était attendue dans un contexte de baisse de l'inflation. Elle va de fait atténuer la pression exercée sur les ménages par le niveau des taux d'intérêt. Bien que l'économie suédoise soit fondamentalement robuste, avec des industries compétitives et des échanges constructifs entre patronat et syndicats dans les négociations salariales, elle était affectée plus que d'autres par le niveau des taux d'intérêt en raison du nombre élevé de prêts à taux variables au sein de la population, de l'endettement élevé des ménages et de la brièveté des périodes d'engagement. Compte tenu d'une inflation constatée plus faible que ce qui était anticipé par la *Riksbank* (cf *supra*), la probabilité d'une nouvelle baisse de 25 points de base du taux directeur en août, après celle-ci (de 4 à 3,75%), s'accroît.

Augmentation des prix des carburants. Les principales enseignes de distribution de carburant augmentent les prix de l'essence et du diesel. Le prix de détail recommandé pour l'essence 95 octane dans les stations-service est augmenté de 15 öre pour atteindre 19,04 SEK par litre. Le prix du diesel, quant à lui, augmente de 30 öre pour atteindre 18,39 SEK par litre. De même, le prix du biodiesel (HVO100) augmente de 30 öre pour atteindre 21,44 SEK. En revanche, les prix du gaz pour véhicules et de l'éthanol restent inchangés et s'établissent respectivement à 28,19 et 14,29 couronnes.

Le premier ministre suédois Ulf Kristersson est réservé quant à l'instauration de droits de douanes punitifs sur les véhicules électriques chinois.

"En ce qui concerne les droits de douane, nous sommes d'accord pour dire que c'est une mauvaise idée (...) de démanteler le commerce mondial", a déclaré M. Kristersson lors d'une conférence de presse tenue au deuxième jour de la visite du chancelier allemande Olaf Scholz en Suède, le 14 mai, en réaction au durcissement américain sur ce dossier et en accord avec le chancelier Scholz.

Ces propos interviennent au moment où Washington annonce une forte augmentation des droits de douanes appliqués aux produits chinois: ces taxes concernent une dizaine de secteurs industriels considérés comme stratégiques, et notamment les véhicules électriques, pour lesquels les droits devraient passer de 25 à 100%. Pour mémoire, préoccupée par la concurrence des véhicules électriques chinois sur le marché européen, la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen avait annoncé en septembre l'ouverture d'une enquête sur les subventions chinoises aux voitures électriques. A l'issue de cette enquête, l'UE pourrait décider de taxer les véhicules importés de Chine au-delà des 10% actuels. De son côté, le Premier ministre suédois a rappelé que les Européens ne pouvaient pas "être naïfs": *"Nous avons appris que l'approvisionnement peut s'interrompre pour de nombreuses raisons, qu'il s'agisse de pandémies ou de guerres. Et nous avons de bonnes raisons d'exiger des règles du jeu équitables. Il y a de bonnes raisons d'agir pour obtenir une forte réciprocité entre les différents pays, mais une guerre commerciale où nous arrêtons les produits des uns et des autres n'est pas l'avenir de grands pays industriels comme l'Allemagne et la Suède"*.

Des investissements verts qui entraînent des pertes pour les municipalités du nord de la Suède ?

L'investissement d'un milliard de dollars dans une aciérie à Boden par *H2 Green Steel* pourrait entraîner une perte de près d'un demi-milliard de couronnes pour la municipalité d'ici 2026. En effet, si la construction de l'aciérie, associée au développement des infrastructures municipales, vise à attirer de nouveaux habitants, l'afflux escompté ne s'est pas encore matérialisé, laissant la municipalité en face d'importants coûts d'investissements non couverts par de nouvelles arrivées génératrices de nouvelles recettes. La crainte de la municipalité est que les employés de l'aciérie ne choisissent de faire la navette depuis des grandes villes plutôt que de s'installer sur place, privant ainsi de fait la municipalité de recettes fiscales sur lesquelles elle comptait pour financer ses investissements.

Une nouvelle mine d'or suédoise dans un contexte de flambée des prix de l'or.

Pour la première fois depuis plus de dix ans, une nouvelle mine d'or va voir le jour en Suède, à Lycksele, dans un contexte de flambée des prix de l'or. Le projet, qui, porté par *Botnia Exploration* et en développement depuis 12 ans, vise à exploiter un gisement d'or à haute teneur, suscite un vif intérêt. La production annuelle prévue, d'environ 50 000 tonnes de minerai contenant près de huit grammes d'or par tonne, reflète la demande croissante d'or comme investissement refuge. Toutefois, les inquiétudes concernant l'impact sur l'environnement persistent, les parties prenantes locales exprimant des craintes quant à la contamination potentielle des sources d'eau et aux risques pour la biodiversité locale. Malgré ces inquiétudes, l'inauguration de la mine symbolise l'espoir d'une revitalisation économique de la région en offrant des possibilités d'emploi et en insufflant un dynamisme à la communauté locale.

Davantage de retraités continuent à travailler.

Le taux d'emploi des personnes âgées de 65 à 74 ans a doublé en Suède au cours des deux

dernières décennies, selon un rapport de SCB. Si les incitations financières, telles que la réduction des cotisations patronales pour les travailleurs les plus âgés, jouent un rôle, la principale motivation des retraités pour continuer à travailler est souvent la qualité de vie plus que le gain monétaire, comme l'indique Staffan Ström, économiste spécialiste des pensions chez *Alecta*. La flexibilité des modalités de travail est cruciale pour les personnes âgées qui envisagent de prendre un emploi après la retraite, beaucoup d'entre elles recherchant un travail à temps partiel pour maintenir leur stimulation intellectuelle et leur engagement au sein de la société. Toutefois, les disparités entre les sexes persistent, les femmes travaillant généralement moins d'heures que les hommes, ce qui s'explique en partie par leur plus forte représentation dans des secteurs programmés tels que les soins de santé. La simplification des conditions d'emploi et des accords pourrait encourager davantage de retraités à rester actifs sur le marché du travail d'après Eva Eriksson, présidente de la *SPF Seniorerna*. La promotion de l'emploi prolongé ne profite pas seulement aux individus sur le plan financier, mais contribue également à rendre les retraités plus heureux et en meilleure santé. Ceci permet à la société de réaliser des économies tout en maintenant un niveau des cotisations sociales adapté aux besoins de financement de la protection sociale.

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,2	-0,6	0,4	2
Finlande	3,0	2,1	-1,0	-0,1	0,4	-1,1	-0,7
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	1,1	1,1	-2,5	0,9

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

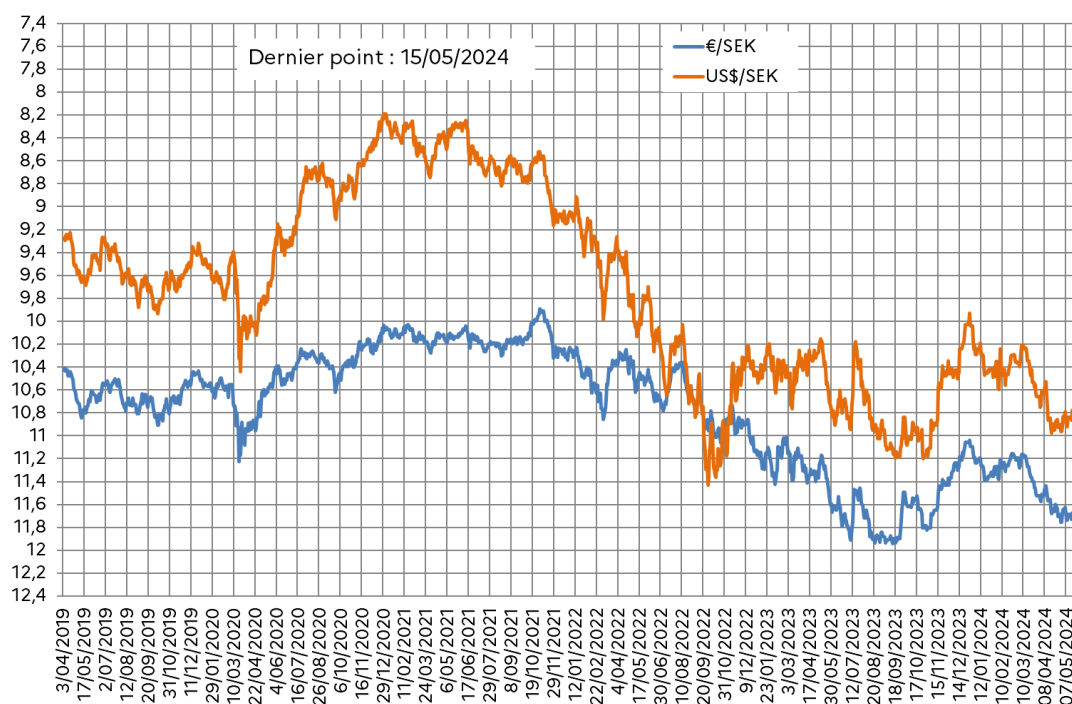
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5
Finlande	2,2	7,1	6,2	7,5	5,1	3,4	1,5
Norvège	3,5	5,8	5,5	6,6	6,5	4,5	3,7
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9

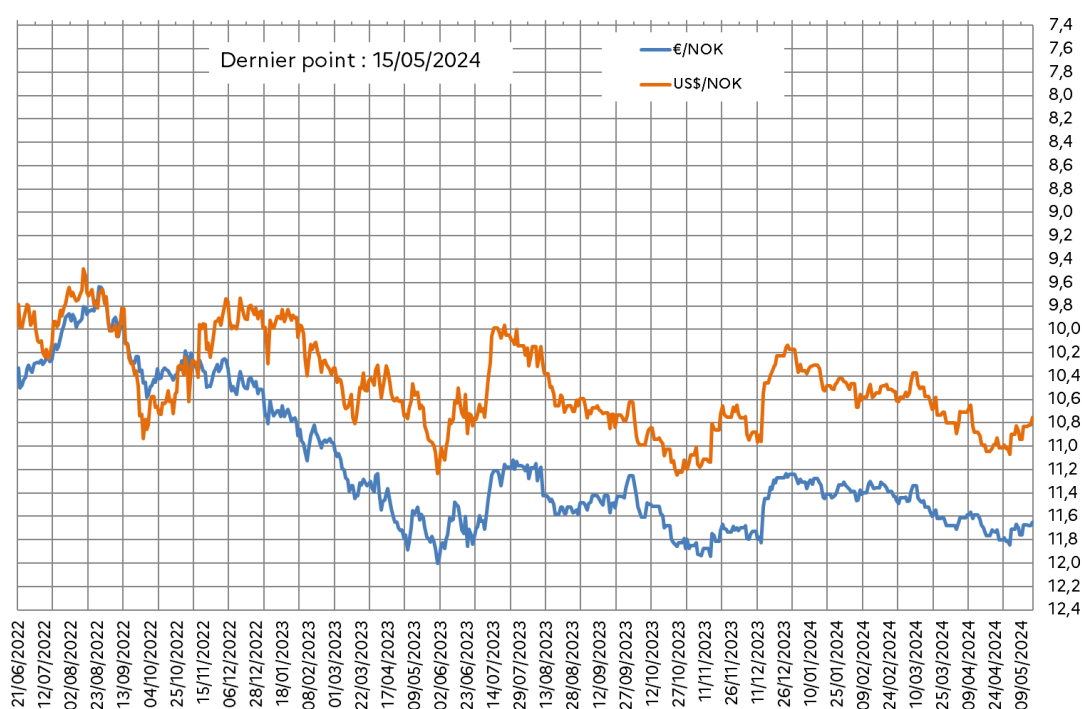
Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international.

Responsable de la publication : Service économique régional (SER) de Stockholm (O. Cuny - olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, A. Muller), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (P. Le Menes, N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr